

unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le **23 OCT. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SECHE ENVIRONNEMENT

Les Hêtres
cs 20020
53810 Changé

Références :

Code AIOT : 0005503739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement SECHE ENVIRONNEMENT implanté LA CROIX IRTELLE 56250 La Vraie-Croix. L'inspection a été annoncée le 24/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour but de vérifier la mise en oeuvre des nouvelles dispositions réglementaires apportées par le décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Les nouvelles prescriptions apportées par ce décret visent à réduire la quantité de déchets non ultimes mis en stockage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ENVIRONNEMENT
- LA CROIX IRTELLE 56250 La Vraie-Croix
- Code AIOT : 0005503739

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ECOSITE CROIX IRTELLE est autorisé, par arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 modifié, à exploiter une ISDND sur le territoire de la commune de La Vraie Croix.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en place de la vidéo de contrôle des déchets entrants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|---|-----------------------|
| 7 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 an |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 4 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III | / | Sans objet |
| 5 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II | / | Sans objet |
| 2 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II | / | Sans objet |
| 3 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II | / | Sans objet |
| 6 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III | / | Sans objet |
| 8 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV | / | Sans objet |
| 9 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV | / | Sans objet |
| 10 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV | / | Sans objet |
| 11 | Contrôle Vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-V | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------|--|--|-------------------|
| 12 | Déchets admissibles | Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1° | / | Sans objet |
| 13 | Déchets admissibles | Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2° | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les caméras de surveillance des zones de déchargement dans l'installation de stockage sont mises en place cependant des dysfonctionnements importants ont été constatés dans les enregistrements qui sont incomplets. En conséquence, il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant afin que celui-ci se mette en conformité quant à son obligation de pouvoir disposer d'un enregistrement des vidéos sur une période d'un an minimum, sans discontinuité en dehors des durées permises par le code de l'environnement (5 jours consécutifs et 20 jours cumulés par an).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle Vidéo

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, dispositif |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes |
| Constats : L'exploitant a mis en place 2 caméras de vidéo-surveillance : <ul style="list-style-type: none">- une caméra située à l'avant des 2 quais de déchargement dont l'objectif principal est d'enregistrer le numéro de la plaque d'immatriculation des camions réalisant le déchargement ;- une caméra filmant la zone de déchargement afin d'enregistrer et contrôler le contenu des camions déchargés. Le cadrage des caméras a été réalisé par la société Iso sécurité. <p>L'exploitant a indiqué que les caméras sont en place depuis le mois de janvier. Les images sont envoyées à distance vers l'enregistreur. Les caméras ont été vues lors de la visite terrain sur la zone des quais. La stabilité des caméras est assurée grâce à des plots en béton. Ces caméras seront déplacées au fur et à mesure de l'exploitation et du remplissage des alvéoles.</p> <p>Les caméras étaient en fonctionnement le jour de l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Contrôle Vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, dispositif |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; |
| Constats : Sur la base d'un chargement pris au hasard lors de la période de fonctionnement de la caméra de contrôle du contenu déchargé, l'inspection a constaté que les déchets déchargés étaient bien visibles sur l'enregistrement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Contrôle Vidéo

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, dispositif |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin |
| Constats : Le contrôle réalisé par sondage a permis de montrer que le numéro de plaque des camions qui procèdent aux déchargements est bien visible pour les 2 quais de déchargement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Contrôle Vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, information/dispositif |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : «le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; «la finalité du traitement installé ; «la durée de conservation des images ; «le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; «le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que «la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. |
| Constats : Un panneau était présent à l'entrée de la zone de déchargement reprenant les informations prévues par la réglementation. Toutefois, le numéro de téléphone du responsable d'exploitation n'était pas repris sur l'affichage. Une adresse E-mail de contact était donnée à la place. La réglementation précise que le numéro du responsable de l'exploitation doit apparaître sur la signalisation, il convient d'indiquer un numéro de téléphone de contact. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Contrôle Vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, information/dispositif |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. |
| Constats : L'exploitant a indiqué que la mise en place des caméras de surveillance avait fait l'objet d'une information et d'une validation des modalités de surveillance lors de 2 réunions du comité social et économique (CSE) auprès des délégués du personnel du site. L'exploitant a indiqué que les procès verbaux de ces comités avaient été joints à une fiche de paye afin d'en informer les différents salariés du site. Sur la question de l'information des nouveaux salariés et intérimaires, l'exploitant n'a pu garantir que ceux-ci avaient été informés individuellement de la présence du dispositif de contrôle par vidéo. |
| Observations : Une bonne pratique est de faire contresigner une feuille d'information aux salariés du site. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Contrôle Vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, information/dispositif |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation |
| Constats : L'exploitant a présenté le document d'information sur les consignes de sécurité transmis à chaque entreprise assurant le transport des déchets (en tant que producteur assurant le transport ou entreprise n'assurant que le transport) qui fait un rappel sur l'obligation d'informer les salariés intervenant sur le site qu'ils sont susceptibles d'être filmés. Ce document est contresigné de la société de transport qui permet de garantir que l'information a bien été donnée et reçue par celle-ci. Par ailleurs en complément chaque conducteur de camion entrant sur le site a signé un protocole de transport individuel rappelant les consignes de sécurité et l'information de la présence des caméras sur le site. Ce document est également contresigné du conducteur de camion. Un exemple de ce type de document a été présenté lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué que ces documents étaient renouvelés tous les ans pour garantir la bonne information des entreprises et chauffeurs de camions. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Contrôle Vidéo

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, indisponibilité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année;</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué s'être rendu compte mi juillet que l'enregistrement vidéo présentait des dysfonctionnements.</p> <p>Théoriquement, en cas de coupure d'électricité, la caméra est secourue par un onduleur qui lui permet de continuer à enregistrer et transmettre les images en direct. L'enregistrement n'est alors plus connecté au disque dur de stockage des données situé à proximité des locaux administratifs. L'enregistrement est toutefois réalisé sur une carte SD en local dont la capacité est limitée à 15 jours.</p> <p>L'exploitant s'est rendu compte mi juillet, que l'enregistrement n'était pas complet sur plusieurs périodes (avril, juillet). Le visionnage en temps réel n'ayant pas été impacté, l'exploitant ne s'est pas rendu compte immédiatement de l'indisponibilité de l'enregistrement.</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de compteur d'indisponibilité des caméras en place. Le prestataire de la vidéo de contrôle a été missionné pour réaliser ce travail. Un examen par sondage a permis de constater que l'enregistrement d'une des caméras n'avait pas été réalisé sur une période de plus d'un mois en plus des absences d'enregistrement déjà identifiées par l'exploitant.</p> <p>Cet enregistrement partiel ne permet pas de réaliser les contrôles sur le contenu des déchargements comme prévu par la réglementation.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir missionné son prestataire afin d'identifier et corriger les différents dysfonctionnements (absence d'information sur l'arrêt de la transmission des données par les caméras et sur l'arrêt de l'alimentation électrique des caméras, sur l'absence de compteur d'indisponibilité des caméras, sur les difficultés de versement des données des cartes SD sur le serveur de stockage des enregistrements).</p> <p>En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant afin qu'il régularise sa situation.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 an |

N° 8 : Contrôle Vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Information / données |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. |
| Constats : L'inspection a pu constater que ces informations étaient présentes sur les enregistrements visionnés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Contrôle Vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Information / données |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification |
| Constats : Il a été constaté que les visages étaient bien floutés automatiquement sur les enregistrements visualisés. L'écran de visionnage des enregistrements n'était pas équipé d'un haut parleur. L'exploitant a confirmé qu'il n'y avait aucun enregistrement sonore de réalisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Contrôle Vidéo

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conservation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement. |
| Constats : L'exploitant a indiqué que les données seraient automatiquement supprimées au bout d'un an. Ce point n'a pas pu être contrôlé car l'enregistrement en place n'était effectif que depuis le mois de janvier 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Contrôle Vidéo

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-V |
| Thème(s) : Risques chroniques, Accès |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. |
| Constats : L'exploitant a indiqué que seules 3 personnes sont habilitées pour l'accès aux données d'enregistrement des caméras. Ces personnes partagent le même identifiant et mot de passe. Cette liste a été transmise à la société qui gère les caméras et les accès qui a ainsi connaissance des personnes susceptibles d'avoir accès aux données. |
| Observations : L'inspection rappelle qu'il est de bonne pratique que chaque personne habilitée dispose de son propre accès sécurisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Déchets admissibles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1° |
| Thème(s) : Risques chroniques, Procédure |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a présenté 2 procédures dont l'objet est s'assurer de l'acceptation des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une procédure qui régit les contrats et les obligations réglementaires du producteur de déchet concernant l'attestation de tri du préalable à toute mise en stockage de déchets ainsi que la caractérisation annuelle des déchets apportés ; - la procédure de vérification interne au site pour la réception des déchets (procédure R2-PR-001-ECI du 13 juillet 2023). <p>L'exploitant a présenté un exemple d'attestation remplie par le producteur de déchets.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir pris du retard sur la rédaction de ces procédures ces derniers mois en raison de difficultés informatiques, liées à une cyberattaque.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Déchets admissibles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2° |
| Thème(s) : Risques chroniques, Procédure |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire. |
| Constats : Un contrôle visuel du déchargement de la benne est effectué sur une première plateforme permettant de mieux voir la nature des déchets bennés. Les déchets sont ensuite poussés dans l'alvéole de stockage. En cas de non conformité, les déchets sont extraits dans la mesure du possible et mis de côté (ex : pneus, bouteilles de gaz...) L'exploitant a présenté la procédure de réception et le registre d'enregistrement des fiches événements lors d'un refus de déchet. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

